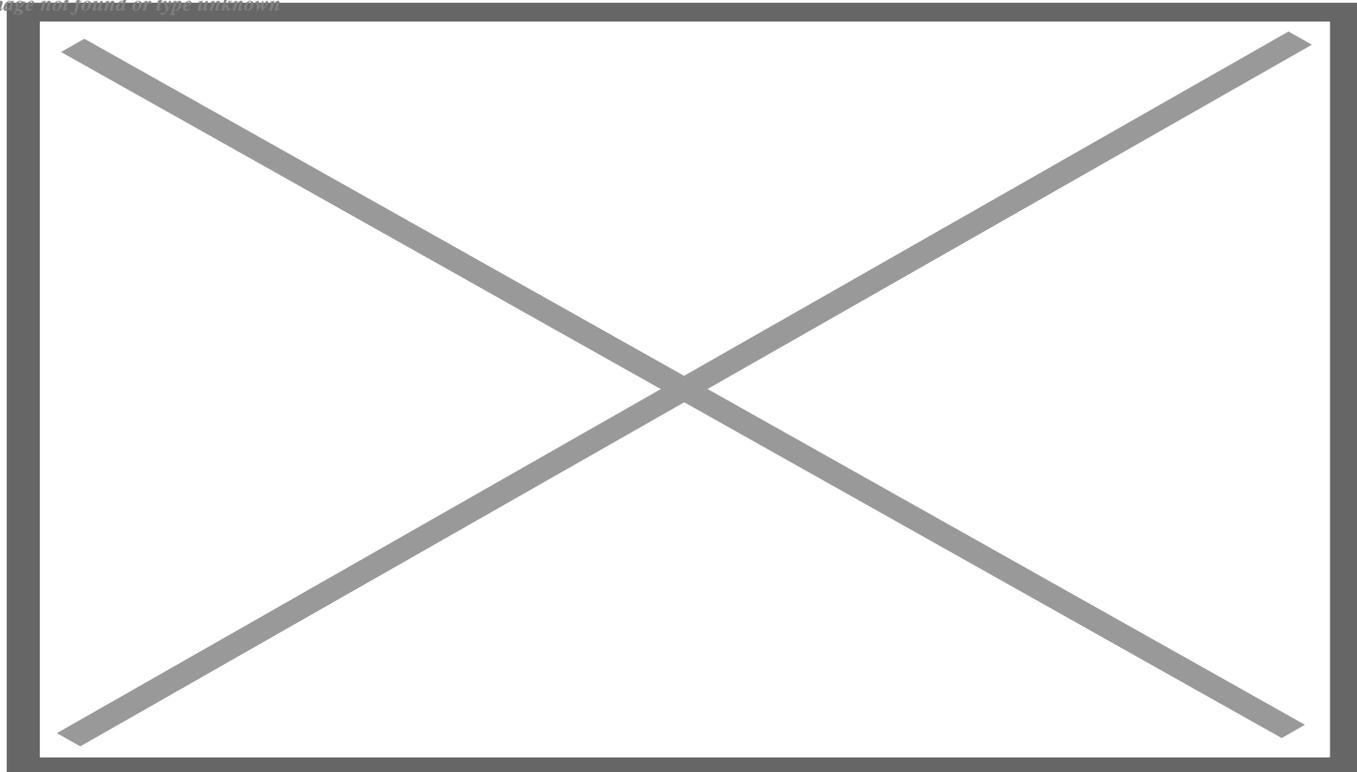


Plus de voix en faveur de Cuba

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Alors que l'appel aux États-Unis pour qu'ils lèvent le blocus de Cuba afin de progresser dans son rétablissement après le passage dévastateur de l'ouragan Ian dans l'ouest de l'île, une autre demande gagne également du terrain : retirer Cuba de la liste illégitime des pays qui parrainent le terrorisme.

Environ 300 organisations confessionnelles, églises, croyants et militants de 23 nations ont rejoint l'appel lancé ces derniers jours par des célébrités, des législateurs et des gouvernements.

Plus de 80 membres du Congrès colombien se sont récemment exprimés dans le même sens. Le président colombien Gustavo Petro, pour sa part, a qualifié d'injustice internationale le fait que Cuba ait ce statut de pays qui encourage le terrorisme.

La nation caribéenne avait été retirée de la liste en 2015, sous l'administration du président de l'époque, Barack Obama, dans le cadre du processus de normalisation des relations entre les deux États, entamé un an plus tôt.

Mais en janvier 2021, quelques jours avant le départ de Donald Trump de la Maison Blanche, son administration a renvoyé Cuba dans cette liste arbitraire, qui inclut les pays qui ne sont pas du goût de Washington.

Une fois de plus, le voisin du Nord a laissé de côté, que c'est la plus grande des Antilles, qui est victime du terrorisme depuis le sol américain, où sont basés des groupes d'ultra-droite d'origine cubaine qui ont orchestré d'innombrables actions criminelles contre notre peuple.

Les États-Unis ignorent également les 19 accords internationaux signés par La Havane en matière de lutte contre le terrorisme, et oublient que notre territoire n'a jamais été utilisé pour organiser des actions de ce type contre un autre pays.

Cuba a toujours défendu la paix et la sécurité internationales. Sous sa présidence pro tempore de la CELAC, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, la région a été déclarée zone de paix.

La Havane a également accueilli les pourparlers de paix entre le gouvernement du président Juan Manuel Santos et l'ancienne guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple, qui ont abouti à la signature d'un accord historique.

L'inclusion de Cuba dans cette liste unilatérale des États-Unis entrave encore davantage les progrès de l'archipel en restreignant l'assistance économique et l'accès aux prêts.

Les institutions financières ont une raison supplémentaire d'éviter les opérations avec la plus grande des Antilles, et les entreprises du monde entier sont gênées dans leur intérêt à avoir une relation commerciale avec notre pays.

Le maintien de l'état de siège économique et l'inscription de Cuba sur la liste des pays parrainant le terrorisme limitent sérieusement les efforts déployés par le pays pour se remettre des graves conséquences de l'ouragan Ian, après deux années de pandémie de COVID 19.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/300888-plus-de-voix-en-faveur-de-cuba>



Radio Habana Cuba